

REGARD SUR LA POLITIQUE AGRICOLE ET LES PAYSANS • Interview

Mieux rémunérer les prestations paysagères avant d'ouvrir le marché

FRANÇOIS SCHALLER est rédacteur en chef du quotidien économique L'Agefi, dont il est également administrateur délégué. C'est un observateur privilégié de la vie économique dont le premier diplôme est un CFC d'agriculteur.

Quelle est votre relation à l'agriculture?

Ma première formation complète a été un apprentissage agricole dans la Broye, à Grandcour, chez Michel Oulevey. Un jeune maître très patient à mon égard... J'ai ensuite fait l'École d'agriculture de Marcellin. Une période de ma vie où j'étais à la recherche de repères, de sens, après avoir eu toutes sortes de petites activités. J'ai trouvé une motivation dans ce milieu, ce qui m'a ensuite permis de progresser, de passer un bac tardif, d'entreprendre des études de philosophie et d'histoire.

Où appréciez-vous de partir dans le monde paysan?

J'en garde une empreinte émotionnelle assez forte, ce dont je suis reconnaissant. Aujourd'hui encore, ce que j'y ai appris m'est utile. Un certain sens pratique, précieux pour un intellectuel. L'envie d'aborder les problèmes de front, la persévérance, l'acceptation que l'on ne peut pas toujours tout contrôler.

Je garde aussi un souvenir marquant de Marcelin. Les cours de gestion du directeur Pierre-Yves Bachmann, ou les grandes cultures avec Albert Troillet. Ils aimaient y ajouter une dimension philosophique.

Où est-ce qui vous agace chez les paysans?

Dans l'imaginaire collectif urbain et les représentations sociales genre café du commerce, les clichés du paysan se plaignant continuellement persistent. De même que l'image du paysan obsédé par le rendement, épuisant ses terres, sans égard pour l'environnement.

«La politique fédérale va dans la bonne direction, mais ni au bon rythme ni dans le bon ordre»

C'est assez déplacé, parce que le mélange de combativité et de sensibilité aux écosystèmes, le sens de la mesure dans les traitements par exemple, ont toujours dominé. Ils sont enseignés dans les écoles d'agriculture depuis des décennies. Heureusement, l'image du paysan s'est beaucoup

ductif au possible, une sorte d'autogoaal de communication. Je pense d'ailleurs que les auteurs de ce péage de plombs s'en sont déjà rendus compte.

Que pensez-vous de la politique agricole helvétique?

On a encore trop tendance à considérer l'agriculture comme un secteur économique comme un autre. Je m'interroge souvent à ce sujet. Plus j'y pense, plus je me dis que ce n'est pas réaliste. L'importance des politiques agricoles dans tous les pays développés, l'aspect multifonctionnel de l'agriculture, la fourniture de prestations non marchandes démontrent que l'agriculture n'est plus vraiment un secteur économique.

«L'agriculture fait partie intégrante des fameuses conditions cadres de l'économie, si favorables à la Suisse»

A l'inverse, la fonction productrice, l'existence d'un marché des denrées, témoignent d'une activité économique traditionnelle. En réalité, il s'agit d'un domaine hybride, et c'est avec cela que la politique agricole doit composer. Il s'agit d'abord de clarifier les choses.

Je partage le but du Conseil fédéral qui est d'aboutir à une agriculture préservant un paysage à l'image de l'homme. Cultivé, soigné, non pas abandonné et recouvert de friches et de forêts. Il a la beauté d'une oeuvre d'art, et c'est très important pour l'attractivité de la Suisse sur le plan économique.

Beaucoup d'activités sophistiquées, de technologies, de managers de haut niveau s'implantent en Suisse pour toutes sortes de raisons, dont le fait – souvent décisif – que l'environnement naturel y est exceptionnel. Sans parler du tourisme, qui fait partie des secteurs d'exportation, parce qu'il procure d'importantes devises étrangères.

En ce sens, je pense que l'agriculture fait partie intégrante des fameuses conditions cadres de l'économie, si favorables à la Suisse, si enviables, si souvent contestées à l'étranger.

L'agriculture a tout de même d'autres fonctions!

Bien entendu, et c'est précisé dans la Constitution. La production, la sécurité alimentaire, l'occupation du territoire. Pour équilibrer ces objectifs, il est pourtant nécessaire d'aller jusqu'au bout de la révolution agraire – exemplaire à l'échelle du monde – qui a commencé dans les années nonante.

Le système des paiements directs, qui rémunèrent les prestations paysagères et en-

où il se sent une âme d'entrepreneur, qu'il dispose de certains moyens personnels ou collectifs, d'un domaine bien situé, il aura des activités productives et créatives entièrement confrontables à la concurrence locale et internationale.

Quel regard portez-vous sur le système actuel des paiements directs?

Il est trop abstrait pour le citoyen. Il devrait être fixé et appliqué à l'échelle cantonale, dans le cadre des fiscalités cantonales, de quelques directives fédérales et d'un système de péréquation léger venant en aide à quelques cantons défavorisés. Les attentes du public en termes de prestations non marchandes, de spécificités paysagères, d'environnement, sont évidemment différentes entre Genève ou les vallées grisonnes. Il est important que chaque population cantonale décide du coût qu'elle est prête à consentir pour son environnement rural.

Que pensez-vous de la demande des organisations agricoles appelant à plus de régulation sur les marchés agricoles?

La régulation est très tendance actuellement dans tous les domaines. C'est devenu une tarte à la crème. Ça ne sert en général qu'à compliquer les choses sans résoudre aucun problème. Cela dit, aucun marché ne fonctionne sans régulation minimale et je comprends que le monde agricole en demande davantage pour protéger ses productions.

Nous sommes dans une longue phase transitoire. Mais le meilleur moyen de faire vraiment avancer les choses serait de rouvrir un grand débat politique sur la portée et le niveau des paiements directs.

Comment analysez-vous la situation sur le marché du lait? N'est-ce pas la démonstration des limites des lois du marché?

Probablement. Le lait procure des revenus mensuels, relativement réguliers. La Suisse est un pays à vocation laitière. La tentation de chaque entrepreneur rural est de produire plus. Avec les risques de surproduction et d'effondrement des prix.

A vouloir sortir du système de contingentement imposé par l'Etat, on se rend compte que l'alternative au contingentement est le contingentement. Cette fois par la profession elle-même. Un système de gestion des volumes plus ou moins volontaire sur le plan national me semble, encore une fois, un mal indispensable tant que la révolution des paiements directs n'aura pas été jusqu'au bout.

Idealement, chaque producteur devrait ensuite pouvoir se déterminer sur un marché de plus en plus qualitatif,



François Schaller, rédacteur en chef de L'Agefi.

partiraient peut-être à la hausse après quelques années. C'est le marché.

Que pensez-vous du projet d'accord de libre-échange agroalimentaire avec l'UE?

De manière générale, la politique fédérale va dans la bonne direction, mais ni au bon rythme ni dans le bon ordre. Ce projet d'accord du Conseil fédéral est grotesque. Il crée une pression énorme sur l'agriculture alors qu'il n'y a aucune urgence: la Suisse n'a-t-elle pas actuellement les moyens de son agriculture?

«Je suis déçu lorsque je vois déverser du lait sur des champs avec des bossettes à purin»

pliquées et aléatoires, qui ne seront jamais satisfaisantes pour personne. Il faut, dans un premier temps, adapter le système des paiements directs. Et ensuite seulement, ouvrir les frontières. Prenons le temps de donner une base raisonnable et solide de revenus à l'agriculture écopaysagère avant d'ouvrir complètement le marché. Il n'y aura ainsi pas besoin de mesures d'accompagnement boiteuses.

Que pensez-vous de la sous-varinette alimentaire?

Ce n'est pas parce que les blocus ont disparu de la culture politique européenne depuis un demi-siècle que cette pratique millénaire ne va jamais revenir. L'agriculture suisse, qui devient de plus en plus extensive, doit être maintenue à un niveau suffisant de surfaces utiles, de profession-

alimentaire dans le monde pour des raisons démographiques ou climatiques. Ils rendraient tout d'un coup l'agriculture suisse beaucoup plus compétitive. Ou même des restrictions imposées dans les transports longue distance pour des raisons environnementales, qui équivaldraient à une pleine consécration de l'agriculture de proximité.

Tous ces scénarios possibles génèrent beaucoup d'incertitude à long terme. Ils requièrent que l'on n'aille pas trop loin non plus dans la révolution agraire pour ne pas atteindre un point de non-retour.

On peut aussi comprendre la souveraineté alimentaire autrement!

En effet. Mais si souveraineté alimentaire signifie que chacun doit avoir le choix du contenu de son assiette, selon ses moyens, je crois que l'ob-